

LE PETIT PROVENÇAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

N° 13.710 — TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE — JEUDI 20 AOUT 1914

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

75, Rue de la Darse, 75 — Marseille

ABONNEMENTS

Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard, 5 fr. 6 Mols 17 fr. 1 An 27 fr.
et Basses-Alpes..... 6 fr. 14 fr. 20 fr.
Autres départements..... 6 fr. 14 fr. 20 fr.
Étranger (Union postale)..... 9 fr. 17 fr. 30 fr.
Les Abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois
Ils sont reçus à l'Administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

ANNONCES

annonces Anglaises, la ligne : 1 fr. — Réclames : 1.75 — Faits divers : 3 fr.
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. — Chronique Locale : 20 fr.
Les insertions sont exclusivement reçues
A Marseille : chez M. G. Ahar, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux
A Paris : A l'Agence Havas, 8, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

LA GUERRE

La grande bataille en Belgique est retardée

Comité d'Assistance

de la Presse Quotidienne
de Marseille
En Faveur des Familles atteintes
par les Nécessités de l'Heure présente

Nos lecteurs trouveront plus loin la troisième liste de souscription.
Le total des trois premières listes s'élève à

157.624 fr. 50

La souscription reste ouverte dans les bureaux des journaux quotidiens, de 9 heures du matin à midi et de 3 heures à 6 heures du soir.

La commission exécutive est convoquée pour demain vendredi, à 3 heures précises, 52, rue Paradis.

Les demandes de secours qui ont été faites par lettre au Comité d'assistance de la Presse ne contenant pas, en général, tous les renseignements nécessaires à leur examen. Le comité a décidé de faire imprimer des formulaires spéciaux avec un questionnaire précis que les intéressés devront remplir. Ils trouveront des formulaires au siège du comité, rue Paradis, 52, et sont avisés que, seules, les demandes établies sur ces formulaires seront examinées.

A ceux qui se battent

Le Bulletin des Armées publie en tête de son second numéro, expédié aux troupes de la zone des armées, l'article suivant de M. Ernest Lavisse :

Chers enfants de la France, Je viens, pour obéir au ministre de la Guerre, vous donner de nos nouvelles. A l'heure même où vous partez, toutes nos pensées se sont apaisées : nous ne sommes plus qu'une grande famille, de qui la jeunesse est partie pour aller défendre à la frontière le patrimoine sacré légué par nos ancêtres.

Des adversaires d'hier, qui souvent échangeaient de mortelles injures, s'efforcent ensemble d'assurer les moyens de vivre aux familles de ceux qui offrent leur sang à la patrie.

Vous avez peut-être peine à croire que des royalistes, des bonapartistes, des républicains modérés, des radicaux, des socialistes, des révolutionnaires, et Mgr l'archevêque de Paris, et le grand-rabbin, et des protestants et des libres penseurs, accordent fraternellement. Cela est, cependant, et je le vois tous les jours.

Voilà donc de bonnes nouvelles, et vous voyez que nous nous portons bien.

Toutes nos pensées vont vers vous tous. Sans doute, chacun de nous pense de préférence aux siens : il les cherche dans votre grande foule. C'est un tel front chéri qu'une mère, une sœur, une femme, une fiancée voudrait en ces jours terribles essayer la sueur. Mais notre amour vous embrasse tous, chers enfants de la France. Tous ensemble, vous êtes notre enfant.

Savez-vous que c'est la première fois que toute la jeunesse de la France est rassemblée sous les drapeaux, et que toute la nation est de cœur avec son armée, la première fois dans notre Histoire si longue ?

C'est que jamais nous ne vécûmes une heure plus grave que celle-ci.

Le peuple d'Allemagne est perverti par un colossal orgueil. Il croit sa force comme une vertu divine ; il en menace le monde entier, la France surtout, qu'il déteste, sentant bien que point par point l'âme française s'oppose à l'âme allemande.

Des voix allemandes insultent chaque jour notre France, criant qu'elle est déchu, moribonde dans la pourriture, et que le moment est venu de l'élever.

Il est donc parti en guerre, le colosse d'Allemagne. Ce peuple, qui se dit civilisé par excellence, apporte à la guerre des meurs de Peaux-Rouges. Mais il n'a pas le flair des sauvages. Il semble n'avoir rien prévu : comme un homme ivre, il se heurte à des obstacles à droite et à gauche, il s'étonne et il crie au colère.

Le premier grand obstacle a été la Belgique. Gloire à ce peuple, et à son roi ! Ils viennent de prouver que la force d'une âme de peuple ne se mesure pas à l'étendue d'un territoire. Ils ont frappé du poing le visage du colosse, qui s'est arrêté étourdi.

A vous maintenant, chers enfants de la France ! Le signal va être donné. Nous vous sentons recueillis, impatients, héroïques ; mais quelle œuvre grande et glorieuse : faire rentrer dans ces gorges rauques insultées et mensonges, faire claquer au vent nos nobles et autres couteurs sur notre rive du Rhin, de Huningue à Strasbourg, reprendre notre Lorraine avec notre Alsace ; et puis, par la victoire du droit, sauver l'humanité !

La lutte sera rude. Des heures seront pénibles, inquiétantes même peut-être, mais la finale victoire est certaine et suivie d'un beau lendemain.

Après cette guerre, comme après un orage, l'atmosphère se rafraîchira, les poitrines humaines respireront librement. Nous ne serons plus obligés de nous demander chaque année : « A quand la guerre ? » Ou bien : « Quel traquenard nous ménagent-ils, ces perfides ? »

Nous ne nous préoccupons plus des hochements d'un casque impérial fritté. On ne nous parlera plus de sabre aiguisé, de poudre sèche, et le tapage des anniversaires chamera.

Vraiment, il y a trop longtemps, comme je l'ai souvent entendu dire ces jours-ci dans nos rues, que « ces gens emblent le monde ». Leur ôter la possibilité d'embêter le monde, c'est notre idéal ; après que vous l'aurez accompli, la patrie vous bénira et l'humanité vous acclamera, chers soldats de la France !

ERNEST LAVISSE,
de l'Académie française.

LES DEUX MANIÈRES

Les atrocités allemandes vont se multipliant et se font de jour en jour plus lâches, plus viles, plus répugnantes et plus monstrueuses.

A défaut d'autres exploits, la barbarie germanique revendique ceux-là.

Les soldats du Kaiser reculent ou plutôt se défilent. Ils ne tiennent pas lorsqu'ils se trouvent en présence des soldats belges ou des soldats français. Mais lorsqu'ils pénètrent dans quelque village ouvert ou dans quelque hameau sans défense, lorsqu'ils ont affaire non plus à des soldats mais à des paysans désarmés, à des vieillards, à des femmes, à des enfants, ils se retournent largement : ils volent, ils pillent, ils mettent le feu aux maisons, ils assassinent. Chaque jour la liste de leurs innombrables forfaits s'allonge. Et ils en tirent une sorte de gloire à la mesure de leurs instincts sauvages, à la mesure de leurs instincts de bêtes fauves.

Voilà leur manière ! Les Français en ont une autre et qui s'oppose à la manière allemande comme notre civilisation s'oppose à leur barbarie.

La soldatesque allemande s'enorgueillit de sa scélératesse.

Or, tandis qu'elle poursuit de plus en plus indignement le cours de ses sinistres exploits, que fait la France ? La France s'obstine avec fierté à rester malgré tout fidèle à son haut idéal. Et en son nom, le président de la République vient d'accorder la croix de la Légion d'honneur au maire héroïque de Badonviller parce que ce maire a fait son devoir patriotique, mais aussi parce qu'il a fait son devoir d'humanité ; parce qu'il a sauvé la vie d'un prisonnier allemand !

Ce maire de village avait vu les soldats allemands commettre « des actes de sauvagerie et de meurtres », il avait vu les soldats allemands assassiner sa femme et incendier sa maison, il avait assisté en quelques heures à tout le furieux déchaînement de la férocité germanique. Après que les brigands eurent été mis en fuite, les représailles même les plus violentes auraient pu paraître légitimes. Eh bien ! c'est à ce moment-là que le maire de Badonviller, encore tout meurtri par les débris et des deuils accumulés entre la population et lui, s'interposa entre la population et un prisonnier allemand pour sauver la vie à ce prisonnier. Quel admirable geste, et digne véritablement d'un héros de Plutarque !

La beauté et la noblesse de ce geste feront hausser les épaules aux brutes allemandes, c'est entendu.

Mais la France n'en sera que plus fière de les compter à son actif !

CAMILLE FERDY.

La Durée de la Guerre

Paris, 19 Août.

On lit dans les Gaulois, sous la signature du général Bonnal : les événements actuels, nous pensons que la bataille initiale se terminera par une victoire française, un des derniers jours du présent mois.

A ce moment-là, les armées russes entreront sur le territoire de la Prusse orientale, chassant devant elles les quelques corps d'armées allemands concentrés de ce côté, après avoir mis en déroute les forces autrichiennes de Galicie.

La deuxième et dernière grande bataille que soutiendront les Allemands opposés aux Français, aux Anglais et aux Belges, aura vraisemblablement pour théâtre la ligne du Rhin moyen, défendu par les forteresses de Strasbourg, de Mayence, de Coblenz et de Cologne.

Dans ces conditions, il est à présumer que la guerre ne se prolongera pas au delà des derniers jours d'octobre.

Mais d'abord, il nous faut gagner la bataille initiale qui commence si bien.

Colmar serait occupé par les troupes françaises

Détails rétrospectifs sur les batailles de Mulhouse. — Un fort allemand tire sur ses propres troupes. L'occupation de Colmar.

Le correspondant badois du journal italien La Tribuna donne de très intéressants détails sur les engagements autour de Mulhouse et annonce l'entrée des troupes françaises à Colmar. Voici, d'après l'organe officieux de Rome, des détails nouveaux sur les combats livrés autour de Mulhouse :

Vendredi matin, les Allemands, ayant reçu des renforts considérables, ont tenté de tourner les troupes françaises.

La bataille arrêtée à la nuit, que Français et Allemands ont employée à se fortifier, a repris dès l'aube de samedi. Les Allemands ont essayé vainement d'enfoncer le centre de nos lignes, par une furieuse contre-offensive. Les Français les ont repoussés vers le Nord et ont entamé une marche générale en avant.

Pendant que les troupes allemandes profitaient de la nuit pour se dérober à notre poursuite, en se repliant vers les lignes du Rhin avec un flot de fuyards, le fort d'Istein, croyant avoir affaire à des troupes françaises qui voulaient enlever les foris, a dirigé sur les masses allemandes une violente canonnade qui continuait à l'aube du dimanche et qui, répandant la mort, a fait de la défaite allemande une tragique et désastreuse déroute.

Nos troupes continuent leur victorieuse marche et, portant au maximum l'intensité de l'offensive, ont repris et fortifié les hauteurs dominant la plaine de Mulhouse.

Elles y ont établi une forte artillerie pendant que les Allemands leur opposaient une masse de canons sur les positions de Neuf-Brisach, Mulheim et Istein.

L'après-midi de dimanche notre artillerie s'imposait, rejetait les Allemands contre le Rhin et ouvrait la route à notre infanterie.

Une importante bataille se déroula sur la ligne Colmar, Mulhouse, Altkirch à peu près parallèle au cours du fleuve.

Les efforts des cavaliers et des fantassins allemands se brisèrent contre nos lignes et les nôtres, par une offensive énergique et résolue, mirent les Allemands en fuite ; la bataille se poursuivit le 16 par une marche continue en avant des troupes françaises dont les premières patrouilles atteignaient Blotzheim, tout près du Rhin.

L'enthousiasme de nos troupes et des habitants était indescriptible.

Le correspondant termine ce compte rendu en disant : « Le succès des troupes françaises a été complet ».

D'autre part, un second télégramme du correspondant de la « Tribuna », daté du 17, 11 h. 25 annonce que notre marche en avant se continue et qu'après une vive résistance nos troupes auraient occupé Colmar, où elles auraient été accueillies par des manifestations enthousiastes des Alsaciens.

Cette nouvelle importante est confirmée par la plupart des journaux italiens, notamment par le Giornale d'Italia. Nous ne la reproduisons cependant que sous les expresses réserves, car aucun communiqué officiel n'a encore été fait sur cet événement, d'ailleurs probable, par le gouvernement français.

A la Frontière suisse

Les représailles allemandes dans la Haute-Alsace

Paris, 19 Août.

Voici quelques extraits intéressants de journaux suisses de la région jurassienne : « Nous croyons savoir, écrit le National, de la Chaux-de-Fonds, que les Autrichiens ne sont pas loin de notre frontière. »

On mande de Porrentruy au même journal que de nombreux soldats allemands, qui étaient réfugiés sur le territoire suisse, ont été internés et désarmés par les troupes fédérales.

La plupart se déclarent enchantés de n'avoir plus à se battre.

Un correspondant du Bund, de Berne, s'est rendu mardi au Petit-Huningue, en face de Huningue, sur la rive badoise du Rhin. A divers symptômes, dit-il, on devine que les Allemands s'attendent à des opérations militaires importantes, tout près de Bâle. Ils ont avisé les habitants du village frontière alsacien de Neudorf, qui s'apprêtent à partir au premier signal et à passer le Pont-Noir. Ils ont abattu quelques cheminées d'usines gênantes pour le tir de l'artillerie.

Le Démocrate de Delemont, rapporte que, dans la Haute-Alsace, l'arrivée des Français a été un événement heureux pour la population. On ne tarda pas à déchanter. Dans la nuit de mercredi à jeudi de la semaine dernière, la population des villages alsaciens, qui appartient au cercle d'action du XIV^e corps allemand, a été réveillée en sursaut au bruit du tambour, ou au son des cloches, un peu avant minuit. Devant la population anxieuse, les policiers allemands, revêtus à la suite des troupes, ont annoncé que tous les propriétaires, fermiers ou locataires, qui ont hébergé des soldats français ces derniers jours, devaient s'annoncer auprès de l'autorité. Toute personne qui n'obtempérerait pas à cet ordre, sera fusillée sans autre forme de procès, s'il était prouvé que les soldats ennemis auraient été reçus dans leurs immeubles.

AU CONSEIL DE GUERRE DE BELFORT

Une mégère allemande condamnée à mort

Belfort, 19 Août.

Dans la séance du Conseil de guerre qui dura jusqu'à près d'une heure du matin, la femme d'un forestier allemand, accusée d'avoir scié le cou d'un soldat français, a été condamnée à mort, et son mari à 20 ans de travaux forcés.

Ils avaient tout deux attiré, dans un guet-apens, une patrouille de dragons français dont l'un fut tué, deux autres blessés par les soldats ennemis cachés dans la maison.

Le même Conseil de guerre a acquitté à l'unanimité, et aux applaudissements de la nombreuse assistance, le curé et le maire de Saint-Cosme, commune alsacienne de langue française, qui avaient été soupçonnés d'avoir sonné les cloches à l'arrivée de nos soldats, alors que tous deux ont toujours manifesté des sentiments francophiles.

Les prisonniers allemands à Nancy

Fribourg, 19 Août.

Un Suisse arrivant de Nancy dit que sur le chemin du retour il a vu passer, en l'espace de cinq heures, 59 trains d'une grande longueur, bondés de soldats. Tous ces soldats avaient un équipement neuf, et notamment des souliers neufs. Ceux qui appartaient des souliers usés recevaient une bonification uniforme de 17 fr. 50, quel que fut le prix réel de ces chaussures.

Les vivres étaient abondants. Jamais un repas n'a manqué pendant cette première période de mobilisation, tandis qu'au témoignage de militaires faits prisonniers, qui se trouvent un nombre de près d'un million dans la région de Nancy, l'apport des vivres aurait laissé à désirer du côté allemand.

Nous Suisse a servi d'interprète entre un ulman saxon, fait prisonnier, et un poste de soldats français. Ceux-ci, convaincus que plusieurs blessés, entre autres, un sous-officier que notre compatriote connaissait bien, avait été achevé par l'ennemi, poussèrent d'abord la vie du soldat allemand quelques exclamations vite réprimées par le sergent, qui dit : « C'est un soldat comme vous. Demandez-lui d'abord s'il a mangé ». Le ulman répondit qu'il n'avait eu aucune nourriture depuis deux jours. On apporta alors une portion suffisante pour six hommes. Le ulman dévora littéralement la viande, et laissa complètement de côté le pain. Besséssé, le cavalier saxon demanda à notre compatriote :

« Vershossen ? (quand sera-ce fusillé ?) »

On s'empressa de le rassurer sur ce point, mais il parut d'abord incrédule et abasourdi, car, disant-il, on lui avait assuré que les Français fusillaient leurs prisonniers de guerre.

On lui expliqua qu'il serait transporté dans le centre ou le Midi, et qu'il devrait y travailler. Il dit alors :

« Oh ! je pourrai bien travailler, je suis fort ».

On lui demanda alors s'il croyait que ses compatriotes remporteraient la victoire définitive. Il répondit que cela ne faisait aucun doute, puisque tous les Anglais et les Russes s'étaient rangés du côté de l'Allemagne.

Les ulmans prisonniers étaient amenés à Nancy, les uns revêtus d'habits civils d'emprunt, d'autres cachés dans des voitures recouvertes de bâches pour prévenir les manifestations hostiles de la population.

La Guerre en Belgique

Intéressantes déclarations de M. Doumer

La supériorité des troupes françaises

Paris, 19 Août.

Un certain nombre de députés et sénateurs sont venus dans les couloirs de la Chambre cet après-midi. Parmi eux, M. Paul Doumer, sénateur, était fort entouré.

M. Doumer, qui est rentré hier de Belgique, et qui a traversé les rangs des armées belges et françaises, tient un langage des plus optimistes.

« Nos cavaliers, dit-il, ont maintenant la certitude que les ulmans ne tiennent pas devant eux. Ils ne tiennent pas devant les régiments lourds de notre cavalerie ; ils ne tiennent même pas devant nos chasseurs, malgré les efforts de leurs officiers. Quant à notre artillerie de campagne, il suffit qu'elle entre en scène pour tout dominer. C'est ainsi que si, à Dinant, nous avons eu des pertes, c'est parce que l'infanterie, magnifique d'impétuosité, ce dont il faut la louer, se jeta sur l'ennemi avant la mise en batterie de l'artillerie.

La grande bataille n'est d'ailleurs pas engagée en Belgique, dit M. Doumer. Elle est légèrement reculée.

Nous n'avons pas voulu commettre la faute que les Allemands firent à Liège, en attaquant cette position sans avoir tous leurs soutiens, tous leurs convois. Si les Allemands s'avancent encore, même jusqu'à Anvers, tant mieux, car ils s'affaibliront en s'éloignant de leur base d'opération.

« Quant à l'armée française, elle est d'une mobilité qui tient du prodige. Les autorités belges ignorent où elle est. Les Belges l'ont dénommée : « L'armée fantôme ! ». En effet, cachée par un rideau de quelques divisions de cavalerie, il est impossible d'en deviner les mouvements. Ce n'est que lorsque les Allemands paraissent aller un peu trop vite, comme à Dinant, que le rideau de cavalerie s'écarte. L'infanterie bondit alors et pile les Allemands, les refoulant de 15 ou 20 kilomètres.

M. Doumer commente très favorablement le télégramme du général Joffre, duquel il ressort que nous occuperons l'Alsace quand nous voudrons, car qui occupe les hauteurs tient la plaine.

Anvers centre de la résistance belge

Bruxelles, 19 Août.

Contrairement au vœu du législateur de 1859, le gouvernement est demeuré à Bruxelles pendant la phase de la guerre durant laquelle notre armée s'est trouvée seule pour faire face à l'ennemi.

A présent que les armées allies sont sur notre territoire, le gouvernement a jugé que son siège peut être, sans inconvénient, transféré à Anvers, conformément à la volonté de ceux qui ont créé la grande position fortifiée.

Ce n'est pas que les événements soient plus graves. Nous enregistrons, au contraire, un nouveau succès de nos troupes, secondées par la cavalerie française, mais, comme il est nécessaire que le transfert se fasse normalement, et qu'il n'y ait pas la moindre interruption dans l'exercice de la souveraineté, le gouvernement a estimé qu'il était préférable de commencer le transfert des services des divers ministères.

Alors que leurs familles restent dans la capitale, certains ministres vont donc résider à Anvers où les services de la guerre seront mieux à leur place pendant que l'armée est en campagne.

Déférant au désir du gouvernement, S. M. le roi et les princes s'installeront au palais d'Anvers, tandis que le roi reste au milieu de nos vaillants soldats.

Les services du palais continueront à fonctionner à Bruxelles.

La défense de Bruxelles

Bruxelles, 19 Août.

La ville, en dépit des craintes que le transfert du gouvernement à Anvers fait concevoir sur un raid possible des Allemands sur Bruxelles, et peut-être l'occupation de la capitale, conserve son aspect habituel.

Les maisons, grandes ou petites, et tous les monuments sont pavilés aux couleurs belges, françaises et anglaises, et l'animation est extrême, surtout le soir, sur les boulevards du centre.

Hier soir, on y discutait l'éventualité de l'arrivée des Allemands. On apprenait qu'une foule de familles avaient quitté la ville pour se réfugier dans les Flandres. Sur tout dans les villes du littoral : Ostende, Blankenberge, Hovst, Knokke, La Panne, etc. Les Bruxellois, que leurs affaires obligent à rester dans la capitale, ont envoyé leurs

femmes et leurs enfants dans la province de l'Ouest.

Le roi a exorimé, parait-il, des craintes au sujet des déprédations que pourraient commettre à Bruxelles les Allemands exaspérés par l'héroïque résistance des Belges. Il redoute surtout qu'ils s'en prennent aux monuments, notamment à la grande place, cette merveille qui fait l'admiration de tous les étrangers. Aussi, d'accord avec le bourgmestre, M. Max, plusieurs salles de l'Hôtel de Ville ont été transformées en ambulance, et un immense pavillon de la Croix Rouge flote depuis lundi au sommet du beffroi.

De même, le palais royal est placé sous la protection de la Croix Rouge.

Au dessus des tours de Sainte-Gudule, flotte le drapeau national.

Malgré le danger de l'occupation allemande, il n'y a pas d'affolement.

Les Bruxellois ont une foi absolue dans l'issue de la guerre.

Bruxelles pourra être occupé par des Teutons, disait ce matin un vieux Brussellois, et ils pourront y commettre leurs excès coutumiers, cela ne changera rien au résultat final.

L'Allemagne doit être détruite et elle le sera.

Les Allemands se replient devant les troupes franco-belges

Bruxelles, 19 Août.

Suivant une correspondance de Gembloux à la « Gazette de Bruxelles », les Allemands, dont les avant-postes couvraient la région de Gembloux et de Jodoigne, se sont repliés, depuis lundi, devant les forces belges.

Les troupes françaises, avançant sur l'aile droite de notre armée, sont entrées en liaison étroite avec celles-ci et ont pourchassé les Allemands en retraite.

Les avant-gardes des deux armées ennemies ont pris contact.

Les Français à Gembloux

Bruxelles, 19 Août.

C'est un détachement de chasseurs français qui mit en fuite les Allemands à Gembloux, où ils semaient la terreur.

Les Allemands sur leur passage démolissent tout, éventrent les matelas pour découvrir de l'argent, volent les montres, le pain et le café.

Les Français sont très acclamés et très fêtés.

Escarmouches et engagements

Anvers, 19 Août.

Le Matin, d'Anvers, annonce qu'un détachement de cavalerie de la défense mobile d'Anvers s'est porté, hier, vers Herenthout, à 16 milles à l'est d'Anvers, où il a rencontré des forces supérieures de cavalerie allemande.

Des coups de carabine furent échangés pendant plusieurs heures.

Les Allemands eurent de nombreux blessés.

Le même journal dit que des patrouilles de cavalerie allemande se sont présentées devant Turnhout.

Des gardes civiques ouvrirent le feu sur les Allemands, dont plusieurs ont été blessés.

Plusieurs ulmans ont été faits prisonniers.

Bruxelles, 19 Août (officiel).

La cavalerie allemande, repoussée dimanche et lundi par nos troupes, s'est retirée vers le Nord, et rendue plus prudente par la sévère leçon qui vient de lui être administrée, elle n'a plus fait aucune tentative contre notre armée.

Au nord de la Meuse, la situation n'a pas changé. Les cavaliers allemands, loin de revenir à l'attaque ébient actuellement des retranchements.

La bataille de Dinant

Bruxelles, 19 Août.

Un officier français qui a pris part, samedi au combat de Dinant, donne les détails suivants sur cette affaire :

« J'étais avec ma compagnie en avant-garde. Je fis porter mon unité en deux fractions, la gauche et la droite de la citadelle de Dinant. Je commandais à gauche cent hommes. J'avais reçu l'ordre de tenir bon au-dessus des carrières à gauche du fort de Left, pour permettre de déboucher sur l'autre rive de la Meuse. A 7 heures et demie, houlé par une colonne qui descendait sur Dinant avec de

